

Considérant que la commune d'Ixelles comporte le plus faible taux de logements sociaux et de logements à finalité sociale;

~~Qu'ainsi les parcelles envisagées et mieux identifiées ci après sis sur le territoire de la commune d'Ixelles revêtent une localisation idéale à proximité immédiate, au surplus, des infrastructures de transport, des écoles et des universités;~~

~~Vu l'avis favorable de l'inspecteur des Finances donné le 04/06/2021;~~

~~Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 16/06/2021;~~

~~Vu la délibération du conseil d'administration de la SLRB du 27 avril 2021 de solliciter l'autorisation du Gouvernement de pouvoir procéder, en faisant usage de la procédure prévue par la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, à l'expropriation des parcelles cadastrées à Ixelles, DIV 3 Sect. C 224F4 et 224G4;~~

Considérant que la création de logement social est une cause d'utilité publique;

~~Considérant que le recours à l'extrême urgence est justifié par la nécessité de prendre possession immédiate du bien afin d'en faire du logement social;~~

~~Sur la proposition de la Secrétaire d'État du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale chargée du Logement;~~

~~Après délibération,~~

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Il y a utilité publique, de réaliser des logements sociaux et à exproprier les parcelles désignées ci-dessous :

- Avenue de la Couronne 346-350 cadastrée Ixelles, DIV 3 Sect. C 224F4 d'une superficie de 829m<sup>2</sup>
- Avenue de la Couronne 352-356 cadastrée Ixelles, DIV 3 Sect. C 224G4 d'une superficie de 800m<sup>2</sup>

~~Art. 2. Il est indispensable pour cause d'utilité publique de procéder à la prise de possession immédiate des emprises énumérées à l'article 1<sup>er</sup>.~~

~~Art. 3. A défaut de cession amiable, la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale est autorisée à procéder à l'expropriation de ce bien conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.~~

~~Art. 4. Le Ministre ou la Secrétaire d'État qui a le Logement dans ses compétences est chargé de l'exécution du présent arrêté.~~

~~Bruxelles, le 1<sup>er</sup> juillet 2021.~~

~~Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :~~

~~Le Ministre-Président  
du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. VERVOORT~~

~~Overwegende dat de gemeente Elsene het laagste percentage sociale woningen en woningen van sociale aard heeft;~~

~~Dat de beoogde en hierna beter omschreven percelen op het grondgebied van de gemeente Elsene ideaal gelegen zijn, en zich bovendien bevinden in de onmiddellijke omgeving van vervoersinfrastructuur, scholen en universiteiten;~~

~~Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 04/06/2021;~~

~~Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 16/06/2021;~~

~~Gelet op de beraadslaging van de raad van bestuur van de BGHM van 27 april 2021 om de toelating te vragen van de Regering om over te gaan tot de onteigening van de gekadastrerde percelen in Elsene, AFD 3 Sect. C 224F4 en AFD 3 Sect. C 224G4 gelegen op het grondgebied van de Stad Brussel, op basis van de procedure voorzien bij de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte;~~

~~Overwegende dat de creatie van sociale woningen een zaak van openbaar nut is;~~

~~Overwegende dat de hoogdringendheid gerechtvaardigd is door de noodzaak onmiddellijk bezit te nemen van het goed om er sociale woningen van te maken;~~

~~Op voorstel van de Staatssecretaris van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Huisvesting;~~

~~Na beraadslaging,~~

Besluit :

**Artikel 1.** Het is van algemeen nut om sociale woningen te creëren en om de hieronder aangegeven percelen te onteigenen:

- Kroonlaan 346-350, gekadastrerd Elsene, AFD 3 Sect. C 224F4 met een oppervlakte van 829m<sup>2</sup>
- Kroonlaan 352-356, gekadastrerd Elsene, AFD 3 Sect. C 224G4 met een oppervlakte van 800m<sup>2</sup>

~~Art. 2. Het is absoluut noodzakelijk om redenen van algemeen nut over te gaan tot de onmiddellijke inbezitting van de sites opgesomd in artikel 1.~~

~~Art. 3. Bij gebrek aan afstand in der minne wordt de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij gemachtigd over te gaan tot de onteigening van dit goed overeenkomstig de bepalingen van de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte.~~

~~Art. 4. De minister of de staatssecretaris bevoegd voor Huisvesting wordt belast met de uitvoering van dit besluit.~~

~~Brussel, 1 juli 2021.~~

~~Namens de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:~~

~~De Minister-Président  
van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,  
R. VERVOORT~~

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### CHAMBRES LEGISLATIVES CHAMBRE DES REPRESENTANTS

[C - 2021/21301]

#### Nomination des membres du Comité permanent de contrôle des services de police (Comité P)

Le mandat des membres du Comité P vient à expiration le 30 mai 2022, à l'exception de celui du président.

Conformément à l'article 4 de la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignement et de l'organe de coordination pour l'analyse de la menace, la Chambre nomme les cinq membres effectifs du Comité, dont un président, un vice-président et deux suppléants par membre effectif. Le président excepté, le Comité P comprend autant de membres d'expression française que de membres d'expression néerlandaise.

Le mandat du président n'étant pas encore expiré, la Chambre doit nommer 4 membres effectifs (dont un vice-président), 4 premiers suppléants et 4 seconds suppléants.

### WETGEVENDE KAMERS KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

[C - 2021/21301]

#### Benoeming van de leden van het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten (Comité P)

Met uitzondering van dat van de voorzitter eindigt het mandaat van de leden van het Comité P op 30 mei 2022.

Overeenkomstig artikel 4 van de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten en op het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse benoemt de Kamer de vijf werkende leden van het Comité, waaronder een voorzitter en een ondervoorzitter, en twee plaatsvervangers per werkend lid. Met uitzondering van de voorzitter telt het Comité evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden.

Aangezien het mandaat van de voorzitter nog niet is verstreken, dient de Kamer 4 werkende leden (waaronder een ondervoorzitter), 4 eerste plaatsvervangers en 4 tweede plaatsvervangers te benoemen.

*Durée du mandat*

Les membres du Comité P sont nommés pour un terme renouvelable de six ans qui prend cours à partir de leur prestation de serment.

Le membre dont le mandat prend fin avant l'expiration du terme de six ans est remplacé, pour la durée restante du mandat, par son premier suppléant et, si celui-ci y renonce, par son second suppléant.

*Missions*

Le contrôle exercé par le Comité P porte sur la protection des droits que la Constitution et la loi confèrent aux personnes, ainsi que sur la coordination et l'efficacité des services de police et de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace. Sa mission précise est définie par les articles 8 et suivants de la loi précitée du 18 juillet 1991.

*Conditions de nomination*

Au moment de leur nomination, les membres et leurs suppléants doivent remplir les conditions suivantes :

- 1° être Belge;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° avoir atteint l'âge de 35 ans;
- 4° avoir leur domicile en Belgique;
- 5° faire preuve d'une expérience pertinente d'au moins sept ans dans le domaine du droit pénal ou de la criminologie, du droit public, ou de techniques de gestion, acquise dans des fonctions proches du fonctionnement, des activités et de l'organisation des services de police ou des services de renseignements et de sécurité, de même qu'avoir exercé des fonctions à un niveau de responsabilité élevé;
- 6° détenir une habilitation de sécurité du niveau " très secret " en vertu de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.

*Incompatibilités*

Les membres et leurs suppléants ne peuvent :

- occuper aucun mandat public conféré par élection;
- exercer d'emploi ou d'activité public ou privé qui pourrait mettre en péril l'indépendance ou la dignité de la fonction;
- être membre, ni du Comité permanent de contrôle des services de renseignements, ni d'un service de police, ni d'un service de renseignements, ni de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace, ni d'un autre service d'appui.

Pour la nomination d'un suppléant, ces conditions sont vérifiées par la Chambre lors de son entrée en fonction.

*Dispositions particulières (article 65 de la loi du 18 juillet 1991)*

- les articles 1<sup>er</sup>, 6, 11 et 12 de la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics sont applicables, s'il échet et moyennant les adaptations nécessaires, aux membres du Comité P;
- les magistrats de l'ordre judiciaire peuvent être nommés membres du Comité P. Si le magistrat du ministère public concerné est chef de corps, dans ce cas l'article 323bis, troisième alinéa du Code judiciaire est applicable.

*Statut*

Les membres du Comité P jouissent d'un statut identique à celui des conseillers à la Cour des comptes. Les règles régissant le statut pécuniaire des conseillers de la Cour des comptes contenues dans la loi du 21 mars 1964 relative aux traitements des membres de la Cour des comptes leur sont applicables.

*Candidatures*

Les candidatures, accompagnées d'un C.V., doivent être adressées par lettre recommandée à la poste, au plus tard le 30<sup>e</sup> jour qui suit celui de la publication du présent avis, au Président de la Chambre des représentants, Chambre des représentants, 1008 Bruxelles.

Les candidatures doivent être accompagnées des documents prouvant qu'il est satisfait aux conditions susmentionnées (extrait du registre national et casier judiciaire), sauf exception pour l'habilitation de sécurité. Les candidats doivent indiquer dans leur lettre de candidature pour quel mandat (membre effectif et/ou premier et/ou second suppléant) ils se portent candidat et s'ils disposent ou non d'une habilitation de sécurité du niveau « très secret ».

*Duur van het mandaat*

De leden van het Comité P worden benoemd voor een vernieuwbare termijn van zes jaar die begint te lopen vanaf hun eedaflegging.

Het lid wiens mandaat een einde neemt vóór het verstrijken van de termijn van zes jaar wordt voor de resterende duur van het mandaat vervangen door zijn eerste plaatsvervanger en, indien deze daaraan verzaakt, door zijn tweede plaatsvervanger.

*Opdrachten*

Het toezicht uitgeoefend door het Comité P heeft betrekking op de bescherming van de rechten die de Grondwet en de wet aan de personen waarborgen, alsook op de coördinatie en de doelmatigheid van de politiediensten en van het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse. De precieze taken zijn omschreven in de artikelen 8 en volgende van de hogervermelde wet van 18 juli 1991.

*Benoemingsvoorwaarden*

Op het moment van hun benoeming dienen de leden en hun plaatsvervangers aan de volgende voorwaarden te voldoen :

- 1° Belg zijn;
- 2° beschikken over de burgerlijke en politieke rechten;
- 3° de volle leeftijd van 35 jaar hebben bereikt;
- 4° hun woonplaats in België hebben;
- 5° kunnen aantonen over een relevante ervaring te beschikken van ten minste zeven jaar in het domein van het strafrecht of de criminologie, het publiek recht, of technieken inzake management, verworven in functies die bij de werking, activiteiten en organisatie van de politiediensten, inlichtingen- en veiligheidsdiensten aanleunen, alsook functies met een hoge graad van verantwoordelijkheid te hebben uitgeoefend;

6° houder zijn van een veiligheidsmachtiging van het niveau " zeer geheim " krachtens de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.

*Onverenigbaarheden*

De leden en hun plaatsvervangers mogen :

- geen bij verkiezing verleend openbaar mandaat uitoefenen;
- geen openbare of particuliere betrekking of activiteit uitoefenen die de onafhankelijkheid of de waardigheid van het ambt in gevaar zou kunnen brengen;
- geen lid zijn van het Vast Comité van toezicht op de inlichtingendiensten, van een politiedienst of van een inlichtingendienst, van het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse of van een andere ondersteunende dienst.

Voor de benoeming van de plaatsvervangende leden worden deze voorwaarden door de Kamer gecontroleerd op het ogenblik dat zij in functie treden.

*Bijzondere bepalingen (artikel 65 van de wet van 18 juli 1991)*

- de artikelen 1, 6, 11 en 12 van de wet van 18 september 1986 tot instelling van het politiek verlof voor de personeelsleden van de overheidsdiensten zijn, in voorkomend geval en met de nodige aanpassingen, van toepassing op de leden van het Comité P;
- de magistraten van de rechterlijke orde kunnen worden benoemd tot lid van het Comité P. Is de betrokken magistraat van het openbaar ministerie een korpschef dan is artikel 323bis, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing.

*Statuut*

De leden van het Comité P hebben een statuut dat gelijk is aan dat van de raadsheren bij het Rekenhof. De regels in verband met het geldelijk statuut van de raadsheren bij het Rekenhof zoals vervat in de wet van 21 maart 1964 betreffende de wedden van de leden van het Rekenhof zijn op hen van toepassing.

*Kandidaatstelling*

De kandidaatstellingen, met CV, dienen uiterlijk dertig dagen na bekendmaking van dit bericht, bij ter post aangetekende brief te worden gericht aan de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers, Kamer van volksvertegenwoordigers, 1008 Brussel.

Zij moeten vergezeld zijn van de documenten (uittreksel rijksregister en strafregister) die het bewijs leveren dat hogervermelde benoemingsvoorwaarden vervuld zijn, de voorwaarde van de veiligheidsmachtiging uitgezonderd. De kandidaten dienen in hun brief van kandidaatstelling te vermelden voor welke mandaat (werkend en/of eerste en/of tweede plaatsvervangend lid) zij kandidaat zijn en of ze al dan niet beschikken over een veiligheidsmachtiging van het niveau " zeer geheim ".

Les candidats dont le dossier est déclaré recevable, et qui ne disposent pas encore d'une habilitation de sécurité, seront mis au courant de la procédure à suivre pour l'obtention de celle-ci.

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus au Secrétariat général de la Chambre des représentants, à 1008 Bruxelles, e-mail : [secretariat.general@lachambre.be](mailto:secretariat.general@lachambre.be)

Les données à caractère personnel des candidats sont traitées conformément à la déclaration de confidentialité figurant sur le site web de la Chambre.

Voir : [www.lachambre.be/kvvcr/pdf\\_sections/declconf/Nominations.pdf](http://www.lachambre.be/kvvcr/pdf_sections/declconf/Nominations.pdf).

De kandidaten wiens dossier ontvankelijk wordt verklaard en die nog niet over een veiligheidsmachtiging beschikken, zullen op de hoogte worden gebracht van de te volgen procedure voor het verkrijgen ervan.

Bijkomende inlichtingen kunnen worden bekomen op het Secretariaat-generaal van de Kamer van volksvertegenwoordigers, te 1008 Brussel, [secretariaat.generaal@dekamer.be](mailto:secretariaat.generaal@dekamer.be).

De persoonsgegevens van de kandidaten worden verwerkt overeenkomstig de privacyverklaring vermeld op de website van de Kamer.

Zie : [www.lachambre.be/kvvcr/pdf\\_sections/declconf/Nominations.pdf](http://www.lachambre.be/kvvcr/pdf_sections/declconf/Nominations.pdf).

## SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C 2021/21370]

~~21 JUIN 2021. — Arrêté ministériel portant désignation d'un Commissaire du Gouvernement du Budget auprès de l'Office national de Sécurité sociale~~

La Secrétaire d'Etat au Budget,

~~Vu l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, l'article 23;~~

~~Vu l'arrêté royal du 14 novembre 2001 réglant les conditions de nomination et l'exercice de la mission des Commissaires du Gouvernement auprès des institutions publiques de sécurité sociale;~~

~~Vu l'arrêté royal du 21 avril 2016 portant approbation du cinquième contrat d'administration de l'Office national de Sécurité sociale,~~

~~Vu l'arrêté ministériel du 31 mars 2009 portant désignation d'un Commissaire du Gouvernement du Budget auprès de l'Office national de Sécurité sociale,~~

Arrête :

~~Article 1<sup>er</sup>. Monsieur Kurt Debruyne, Inspecteur général des Finances, est désignée en qualité de Commissaire du Gouvernement du Budget auprès de l'Office national de Sécurité sociale;~~

~~Art. 2. L'arrêté ministériel du 31 mars 2009 portant désignation d'un Commissaire du Gouvernement du Budget auprès de l'Office national de Sécurité sociale est abrogé.~~

~~Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*~~

~~Bruxelles, le 21 juin 2021.~~

~~La secrétaire d'Etat au Budget,  
E. DE BLEEKER~~

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C 2021/21370]

~~21 JUNI 2021. — Ministerieel besluit houdende aanstelling van een Regeringscommissaris van Begroting bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid~~

~~De Staatssecretaris van Begroting,~~

~~Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, artikel 23;~~

~~Gelet op het koninklijk besluit van 14 november 2001 tot regeling van de benoemingsvoorwaarden en de uitoefening van de opdracht van de Regeringscommissarissen bij de openbare instellingen van sociale zekerheid;~~

~~Gelet op het koninklijk besluit van 21 april 2016 tot goedkeuring van de vijfde bestuursovereenkomst van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid,~~

~~Gelet op het ministerieel besluit van 31 maart 2009 houdende aanstelling van een Regeringscommissaris van Begroting bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid,~~

Besluit :

~~Artikel 1. Mijnheer Kurt Debruyne, Inspecteur-generaal van Financiën, wordt aangesteld in de hoedanigheid van Regeringscommissaris van Begroting bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.~~

~~Art. 2. Het ministerieel besluit van 31 maart 2009 houdende aanstelling van een Regeringscommissaris van Begroting bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid wordt opgeheven.~~

~~Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekend gemaakt.~~

~~Brussel, 21 juni 2021.~~

~~De Staatssecretaris voor Begroting,  
E. DE BLEEKER~~

## SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C 2021/21371]

~~21 JUIN 2021. — Arrêté ministériel portant désignation d'un Commissaire du Gouvernement du Budget auprès de la « Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement »~~

La Secrétaire d'Etat au Budget,

~~Vu la loi du 3 novembre 2001 relative à la création de la Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement l'article 5, § 1<sup>er</sup>, troisième alinéa, modifié par l'article 15 de la loi du 25 octobre 2018 ;~~

~~Vu l'arrêté ministériel du 25 février 2020 portant désignation d'un Commissaire du Gouvernement auprès de la « Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement » ;~~

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C 2021/21371]

~~21 JUNI 2021. — Ministerieel besluit houdende aanstelling van een Regeringscommissaris van Begroting bij de naamloze vennootschap « Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden »~~

~~De Staatssecretaris van Begroting,~~

~~Gelet op de wet van 3 november 2001 tot oprichting van de Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden, inzonderheid artikel 5, § 1, derde lid zoals gewijzigd door artikel 15 van de wet van 25 oktober 2018;~~

~~Gelet op het ministerieel besluit van 25 februari 2020 houdende aanstelling van een Regeringscommissaris bij de naamloze vennootschap « Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden »~~